

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 33 (1996)
Heft: 1264

Rubrik: Courier

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

COURRIER

La tour d'ivoire et les marchands du temple

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jean-Daniel Delley (jd)
Rédaction:
Claude Pahud (cp)
Géraldine Savary (gs)
Ont également collaboré à
ce numéro:
André Gavillet (ag)
Yvette Jaggi (yj)
Charles-F. Pochon (cfp)
Forum: Jean-Pierre Tabin
Composition et maquette:
Claude Pahud
Françoise Gavillet
Géraldine Savary
Secrétariat:
Murielle Gay-Crosier
Administrateur-délégué:
Luc Thévenoz
Impression:
Imprimerie des Arts et
Métiers SA, Renens
Abonnement annuel:
85 francs
Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1
case postale 2612
1002 Lausanne
Téléphone:
021/312 69 10
Télécopie: 021/312 80 40
CCP: 10-15527-9

Dans le dernier numéro de *DP*, un article de Roger Nordmann, intitulé *Le spectre néo-libéral et la tour d'ivoire*, traitait de l'ouvrage qu'*Alternative solidaire* a consacré au système de formation suisse. Nous nous réjouissons de la tentative de prendre part au débat que nous appelons de nos vœux sur ce thème. Toutefois, plusieurs arguments avancés dans ces colonnes appellent une mise au point.

Pour l'auteur de l'article, la lecture du prospectus publicitaire du livre permet de deviner son contenu. Une performance aussi remarquable indique d'emblée la qualité de la critique qui nous est adressée. La suite ne décevra pas. Nous sommes soupçonnés de dresser «un procès d'intention» aux dirigeants helvétiques et de «tomber dans la caricature». Rappelons la thèse principale que développe notre livre: le système de formation (comme bien d'autres domaines) est soumis à une offensive qui vise à le redéfinir en profondeur, afin de l'adapter aux exigences actuelles de la classe dirigeante.

Notre argumentation s'appuie aussi bien sur des extraits de rapports et de prises de position que sur plusieurs mesures récentes bien réelles et dont on commence à percevoir les premières conséquences.

Un simple hasard?

Ainsi, quand presque simultanément les milieux de la grande industrie et de la grande finance, le Conseil suisse de la science et le Parti radical arrivent à des conclusions convergentes sur l'évolution à donner au système éducatif, ne faut-il pas en déduire que quelque chose d'important est en jeu? Ou alors, ces différentes instances ont-elles un poids négligeable sur la scène politique helvétique? De même, en l'espace de quelques années, nous assistons à une hausse régulière du nombre d'élèves par classe, à une augmentation générale des taxes d'inscription universitaires et même à la remise en cause de la gratuité des études secondaires, à Zurich. De plus, «la légère baisse du nombre d'étudiants observée le semestre d'hiver 1994/95 dans les hautes écoles suisses se confirme encore» (OFS, avril 1996), quoi qu'en pense Roger Nordmann. Faut-il voir un simple hasard dans cette succession de faits? Et ces changements n'auront-ils pas des conséquences importantes?

Nous saluons les efforts méritoires de notre interlocuteur pour mettre en évidence les incohérences de notre livre. Il nous semble cependant que sa tentative serait plus aboutie si les critiques portaient sur ce que nous avons écrit,

et non sur ce que l'auteur a cru lire ou deviner. Un exemple suffira.

L'auteur s'étonne qu'après avoir déploré «la dévalorisation des formations de l'apprentissage», nous nous permettions de critiquer la réalisation des HES. Cette remarque serait très pertinente... si elle était fondée. Au cours de sa lecture attentive, Roger Nordmann n'a pas remarqué que nous consacrons seize pages de notre livre à montrer que le problème qui se pose à la formation professionnelle n'est pas celui de son image ou de sa «dévalorisation». Au contraire, on assiste à une crise profonde, qui trouve ses racines dans la nature même d'un système d'apprentissage soumis aux exigences et aux aléas des entreprises. Nous doutons qu'il suffise de redorer le blason de la formation professionnelle pour que les conditions de formation et de travail de l'ensemble des apprentis et des apprenties s'améliorent.

Le souci de justice sociale

En fin de compte, et malgré ses percutantes démonstrations, l'article ne parvient pas à ébranler la conviction qui est ressortie de notre travail, à savoir qu'une vaste contre-réforme est en cours. Dès lors, il ne s'agit pas seulement de réaffirmer «d'un point de vue normatif» un «souci de justice sociale» (ce qui est un point de départ minimal, bien qu'il tende à s'estomper au sein de la dite «gauche»), mais de placer cette exigence au centre de nos réflexions et de nos démarches. Une illustration: selon Roger Nordmann et bien d'autres, «rapprocher la formation des besoins des entreprises» permettrait de diminuer le chômage. Mais combien d'apprentis (s'ils ont pu trouver une place dans une entreprise...) n'ont pas d'emploi à la fin de leur période de formation? Et que doivent penser les étudiantes et les étudiants en chimie de l'Ecole d'ingénieurs de Fribourg, formés surtout dans l'optique d'un emploi au Centre de recherche de Marly, depuis que Ciba a décidé de fermer son centre?

Alors, ne faudrait-il pas envisager d'autres solutions? Notre proposition consiste à élever le niveau général de formation et à offrir une formation polyvalente à chacun et chacune. Une refonte démocratique du système éducatif s'impose, combinée avec une véritable lutte pour l'emploi, qui nécessite de se battre contre un néo-libéralisme dont les conséquences sociales n'ont rien de «spectral». ■

pour *Alternative Solidaire*,
Philippe Martin,
Gian Franco Pordenone